

*Le budget*

● (1635)

Le principe de ces réductions est répréhensible, car elles vont faire un tort considérable à un segment de notre population qui a déjà été très touché. Je pense aux chômeurs, aux mères seules, aux travailleurs âgés, aux handicapés physiques ou mentaux, et à d'autres. Ces dispositions vont élargir le fossé entre les riches et les pauvres, engendrer des troubles sociaux et faire du tort à l'économie en créant du chômage et en réduisant le pouvoir d'achat.

Non seulement le principe de ces réductions est répréhensible, mais il est contraire à ce que nous disions dans le livre rouge, contraire à ce que nous avons dit pendant neuf ans dans l'opposition et contraire à ce que nous avons fait pendant 20 ans sous les gouvernements de Mike Pearson et de Pierre Elliott Trudeau.

J'ai ici le livre rouge, mais vu le manque de temps je devrai me limiter à une ou deux citations. Je vous renvoie à la page 70 du livre rouge où l'on dit:

Depuis 1984, les conservateurs ont affaibli systématiquement la protection sociale que l'on avait bâtie au fil des décennies. Ils ont amputé de milliards de dollars les soins de santé et les aides à l'enfance, aux personnes âgées et aux chômeurs. Pis, ils ont favorisé l'apparition d'une société à deux vitesses qui sépare riches et pauvres, ceux qui ont de l'instruction et ceux qui n'en ont pas, avec des classes moyennes qui rétrécissent comme une peau de chagrin. Un tel pays, les Canadiens, pour la plupart, n'en veulent pas. Dans une société à deux vitesses, la délinquance, la violence, l'intolérance et la haine prennent de l'ampleur.

Ce n'est qu'un exemple de ce que dit le livre rouge; on peut en trouver de nombreux autres dans la même veine.

J'ai également une liste complète des motions d'opposition que nous avons déposées pendant les neuf années où nous avons été dans l'opposition. Motion après motion nous proposons des solutions contraires à ce que nous présentons dans ce budget.

Là encore, je n'ai pas le temps de les lire toutes, mais en voici une qui a été présentée par la députée de Hamilton—Est lors d'une journée d'opposition:

Que la Chambre regrette que près d'un million d'enfants au Canada vivent dans la pauvreté, que chaque année 1,4 million de Canadiens doivent avoir recours aux banques alimentaires, et que la récession actuelle et la taxe proposée sur les produits et services contribueront à aggraver leur situation; et que la Chambre, souhaitant l'élimination de la pauvreté au Canada d'ici l'an 2000, demande la création immédiate de programmes en vue d'améliorer la situation des travailleurs pauvres, notamment une hausse du salaire minimum, l'abolition des pratiques discriminatoires en matière d'emploi, l'augmentation des prestations familiales et l'adoption d'autres programmes de soutien du revenu.

J'ai aussi les amendements qui ont été proposés aux budgets conservateurs pendant nos neuf ans d'opposition, et ils disent essentiellement la même chose.

Certains diront que les temps étaient meilleurs et que l'on pouvait faire des choses qui sont impossibles maintenant. Ce n'est pas entièrement vrai. Économiquement, le gouvernement était plus en forme à l'époque, mais—comme le ministre des

Finances le disait l'autre jour—la situation du Canada est meilleure maintenant. Le produit national brut est plus élevé aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Le Canada produit plus de biens et de services. Malheureusement, sa production n'est pas répartie aussi équitablement qu'elle le devrait.

Certains députés, en tentant de justifier le budget, ont dit qu'être libéral, c'était être souple. C'est bien d'être souple, mais il faut tout de même s'en tenir à certains principes. Être souple ne signifie pas qu'on puisse renoncer à tous les principes qu'on défendait autrefois, et ça ne signifie certainement pas qu'il faille renier ses promesses électorales, vieilles d'à peine un an et demi.

Oui, le livre rouge et les élections, c'était il y a seulement un an et demi. Il n'y a pas eu, que je sache, de changement important au Canada ou dans le monde depuis ce temps. Si la politique du livre rouge doit être modifiée parce que la situation n'est plus la même, le ministre des Finances ne l'a pas encore prouvé.

● (1640)

Ce sont là les questions qui me préoccupent au sujet du budget, mais ses conséquences à long terme m'inquiètent également. Ce budget comporte plusieurs mesures qui continuent, à mon avis, à dépouiller le gouvernement fédéral, le pouvoir fédéral, à dépouiller le Canada de la présence fédérale et de la visibilité dont nous profitons en tant que nation.

Je pense particulièrement aux compressions exercées dans les transports, les communications, la SRC et les programmes sociaux. Je crois que ce sont ces éléments qui cimentent notre nation depuis toujours, qui constituent depuis bon nombre d'années son infrastructure nationale. Je crains que le pouvoir fédéral ne soit plus qu'une coquille vide, quand toutes les compressions auront été exercées.

J'approuve l'objectif de réduire le déficit à 3 p. 100 du produit intérieur brut, comme nous le proposons dans le livre rouge. Je suis pour la réduction du déficit, mais j'estime qu'elle doit se faire comme nous le proposons dans le livre rouge, soit en réduisant le gaspillage et les dépenses inutiles, en encourageant et en stimulant la croissance économique et la création d'emplois de telle sorte que les entreprises réalisent davantage de profits qui se traduiront en recettes accrues pour le gouvernement, et en supprimant les dispositions injustes de la Loi de l'impôt sur le revenu, et non en réduisant les programmes sociaux. Je favorise la réduction du déficit, mais pas à la façon préconisée dans ce budget.

Oui, le déficit financier est important et doit être contenu, mais pas au risque de provoquer le déficit social que serait un accroissement de la criminalité, de l'agitation sociale, de la violence familiale, du suicide, de l'alcoolisme et de la toxicomanie.